

## DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

*Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente*

Je soussigné-e, Emeric Guillermou

Président-e de l'association : UNAFTC

(Union Nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés)

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

### 1. Sur l'association

**Objet social** : Représenter les personnes victimes de lésions cérébrales acquises et leurs familles, défendre leurs intérêts et leurs droits.

Membres du bureau (et leur situation sociale<sup>1</sup>) :

- Emeric Guillermou, président de l'UNAFTC, avocat
- Suzanne Aubert, Secrétaire Générale, retraitée
- Marie-Christine Cazals, Vice-présidente, sans activité professionnelle
- Jean-Paul Joly, Trésorier, ingénieur
- Robert Sangy, Administrateur, retraité
- Mailys Cantzler, Secrétaire Générale adjointe, cheffe d'entreprise

---

<sup>1</sup> Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



## 2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	-AFTC : -Etablissements et services - GEM	54 580,00 34 725,00	45%
Subventions publiques	-DSR : -CNAMTS : -FDVA : -DGCS :	21 000,00 6 834,00 1 750,00 6 000,00	18 %
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		13 760,00	7%
Financements privés			
Activités économiques de l'association	REVUE RESURGENCES FORMATIONS	54 707,75	27%



Autres sources de financements	ANCV	7 198,00	4%
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2017 : 200 555</b>			

<b>Ressources pour l'année 2016....</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents	-AFTC : -Etablissements et services - GEM	50 479,00 30 415,00	44%
Subventions publiques	-DSR : -CNAMTS : -FDVA : -DGCS :	17 900,00 4 106,00 3 500,00 6 000,00	17%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		4 985,00	3%
Financements privés			



Activités économiques de l'association	REVUE RESURGENCES FORMATIONS	57 573,79	32%
Autres sources de financements	ANCV	7 623,00	4%

**TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2016 : 182 582**

**Ressources pour l'année 2015....**

Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	-AFTC : -Etablissements et services - GEM	68 661,50 29 460, 00	42%
Subventions publiques	-DSR : -CNAMTS : -FDVA : -DGCS :	20 000,00 11 942,00 3 500,00 6 000,00	18%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		8 450,00	4%
Financements privés			



Activités économiques de l'association	REVUE RESURGENCES FORMATIONS	71 771,15	31%
Autres sources de financements	ANCV	12 057,00	5%
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2015 : 231 842</b>			

**PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**

### **3. Sur les liens d'intérêts non-financiers**

#### **3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.**

<b>Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)</b>	<b>Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)</b>	<b>Période</b>

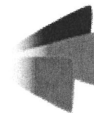



**3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association**



Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

7 personnes sur 20 administrateurs soit 35%



#### 4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

#### 5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : [deontologie@france-assos-sante.org](mailto:deontologie@france-assos-sante.org).*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris .....

Le 26 février 2019 .....